

## Extractivisme et instabilité politique dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie

Chakroun Hajer

University of Kassel

[info@extractivism.de](mailto:info@extractivism.de) | [www.extractivism.de](http://www.extractivism.de)



## | The Author

**Chakroun Hajer**, docteur en sciences politiques à la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Tunis El Manar, est chercheur au projet Extractivism.de (Université de Kassel).

DOI: 10.17170/kobra-2024052810222

**Extractivism Policy Brief** is an Open Access online publication downloaded freely at [www.extractivism.de](http://www.extractivism.de). Readers are free to share, copy, and redistribute this document in any medium or format for any purpose, even commercially, according to the [Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 Germany \(CC BY-NC-ND 4.0\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/). Conditions imply that no changes are made to the text, and writers and the [www.extractivism.de](http://www.extractivism.de) project are referenced correctly as the original. Extractivism Policy Briefs publish on social-economic, cultural, political, and timely topics concerning extractivism in both regions. Extractivism.de team is responsible for reviewing, fact-checking, editing, and publishing the final policy briefs. The opinions expressed in each publication are exclusive of the respective authors and do not necessarily reflect the views of the project. Extractivism.de cannot be held liable for any consequences concerning a policy brief following its publication.

© Extractivism.de, 2024, All rights reserved.

## IN SHORT

FR

- Dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie, l'industrie du phosphate a longtemps joué un rôle central.
- Malgré son importance économique, le mode d'exploitation des ressources a provoqué des troubles sociaux et des protestations contre un développement inégal.
- Les mouvements sociaux, notamment le soulèvement de 2008, reflètent le conflit pour l'emploi, la participation économique et le développement régional.
- L'impact de ces troubles montre que, malgré des mesures à court terme, le modèle de développement fondamental dans la région minière de Gafsa reste inchangé et qu'un développement durable et équilibré est nécessaire.

DE

- Im Bergbaugebiet von Gafsa in Tunesien spielte die Phosphatindustrie lange eine zentrale Rolle.
- Trotz wirtschaftlicher Bedeutung führte die Art der Ressourcenausbeutung zu sozialen Unruhen und Protesten gegen ungleiche Entwicklung.
- Die sozialen Bewegungen, insbesondere der Aufstand von 2008, spiegeln den Konflikt um Arbeitsplätze, wirtschaftliche Teilhabe und regionale Entwicklung wider.
- Die Auswirkungen dieser Unruhen zeigen, dass trotz kurzfristiger Maßnahmen das grundlegende Entwicklungsmodell im Bergbaugebiet von Gafsa weiterhin unverändert bleibt und eine nachhaltige, ausgewogene Entwicklung notwendig ist.

EN

- In the mining region of Gafsa in Tunisia, the phosphate industry has long played a central role.
- Despite its economic significance, the way in which resources were exploited led to social unrest and protests against unequal development.
- The social movements, particularly the uprising of 2008, reflect the conflict over jobs, economic participation, and regional development.
- The impact of this unrest shows that despite short-term measures, the basic development model in the Gafsa mining area remains unchanged and sustainable, balanced development is needed.

ES

- La industria del fosfato ha desempeñado durante mucho tiempo un papel central en la zona minera de Gafsa, en Túnez.
- A pesar de su importancia económica, la forma en que se explotaban los recursos provocó malestar social y protestas contra un desarrollo desigual.
- Los movimientos sociales, en particular el levantamiento de 2008, reflejan el conflicto en torno al empleo, la participación económica y el desarrollo regional.
- El impacto de este malestar demuestra que, a pesar de las medidas a corto plazo, el modelo básico de desarrollo en la zona minera de Gafsa sigue siendo el mismo y se necesita un desarrollo sostenible y equilibrado.

## Introduction

L'extractivisme est un type particulier d'extraction de ressources naturelles de grande capacité qui se fait par des moyens entraînant des impacts socio-environnementaux importants. La matière extraite est destinée à l'exportation en tant que matières premières à l'état brut, ou ayant subi une première transformation. Il s'agit d'un concept relativement nouveau qui a fait son apparition en 1970 au Brésil pour désigner les opérations d'exploitation intensive des forêts par les grands propriétaires de manière à mettre en péril la biodiversité. Plusieurs chercheurs se sont penchés sur l'étude de ce concept, qui au fil du temps a pris de l'ampleur, et a intégré plusieurs secteurs dont le secteur minier objet de notre recherche ; le travail d'Eduardo Gudynas (2013) se distingue parmi ces chercheurs.

L'extractivisme a été à l'origine de plusieurs mouvements sociaux dans le monde qui ont menacé la stabilité politique dans plusieurs régions. Le cas du

bassin minier de Gafsa en Tunisie est révélateur. En 2008 la Tunisie a connu des manifestations sanglantes dans le Bassin Minier de Gafsa, qui monopolisait la production des phosphates. Ces mouvements sociaux ont été les plus atroces dans l'histoire contemporaine tunisienne. Ils ont duré plus de six mois et ont déstabilisé le pouvoir de Ben Ali (l'ex-président de la Tunisie). La population locale a revendiqué son droit à l'emploi, son droit à un développement durable et équitable et sa part à la rente du phosphate. La recherche vise à examiner l'ampleur de ces mouvements sociaux, permettant une exploration de leurs causes socio-économiques, des acteurs impliqués et de leurs différentes stratégies. Cette investigation facilitera également une évaluation des décisions prises par les autorités politiques pour apaiser les tensions. Enfin, l'impact de ces mouvements sociaux sur la politique économique de l'État et la stabilité politique peut être évalué.

## Extractivisme et mouvements sociaux dans le Bassin Minier de Gafsa

Dès sa découverte par Philippe Thomas en 1885, la ressource en phosphate a été objet d'extraction intensive par les autorités coloniales. Celles-ci exportaient le phosphate brut vers les pays européens notamment la France. Après l'indépendance, la Tunisie a poursuivi la même politique. En effet, le secteur des phosphates est devenu l'un des piliers de l'économie tunisienne. Il participait, en 2010, à hauteur de 3.3 pour

cent du PIB, soit 9 pour cent des exportations (Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, 2022). Les retombées de l'extraction alimentent le budget de l'Etat. Ce secteur est dominé par deux entreprises publiques à savoir la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG) créée en 1897 et le Groupe Chimique Tunisien (GCT) créé en 1992.

### Les mouvements sociaux de Gafsa : les raisons socio-économiques

La zone d'étude est composée de quatre délégations situées dans la zone méridionale du gouvernorat de Gafsa qui renferme l'essentiel des réserves de phosphate du pays. Il s'agit de Redeyef, Métlaoui, Moularés et Mdhila. Depuis le 19ème siècle, l'extraction de phosphates est l'activité dominante dans le bassin minier de Gafsa qui est une zone aride, à pluviométrie basse et où l'activité agricole se limite au pâturage. La zone est caractérisée par un taux de pauvreté élevé et un taux de chômage qui est le double du taux national. La CPG, qui est une entreprise étatique, a monopolisé l'exploitation du phosphate dans le bassin minier de Gafsa. Elle a par ailleurs, joué un rôle social important

dans la région à travers la fourniture de plusieurs services sociaux nécessaires à la population locale, sans oublier le nombre de postes d'emploi qu'elle a créés. Cependant en 1986, avec l'application du plan d'ajustement structurel, cette société a mécanisé l'exploitation qui est devenue à ciel ouvert. Elle a ainsi libéré plus de la moitié de sa main d'œuvre pour des raisons de rentabilité et de compétitivité sur les marchés internationaux. Elle a également, abandonné son rôle social. Ainsi une ambiance d'animosité s'est créée. En effet, alors que son chiffre d'affaires a continué d'augmenter, la CPG a continué de se désengager envers la population locale. D'où les manifestations contre ce

système de traite capitaliste qui se concentre sur l'accumulation de la richesse au profit de l'Etat centralisé, et marginalise la population locale et ne

donne aucun intérêt au développement régional (Allal, 2010).

## Les mouvements sociaux de Gafsa : diversité des acteurs et unités des réclamations

Ces mouvements ont débuté d'une manière spontanée à la suite de l'annonce des résultats du concours de recrutement à la CPG. Des jeunes chômeurs ont considéré qu'il y a eu falsification des résultats de recrutement et des responsables syndicaux sont accusés par la population d'avoir placé leurs proches. Ces mouvements ont été mal organisés au début mais au fur et à mesure des leaders sont apparus. Les protestations se sont déclenchées à Redayef, puis n'ont pas tardé à s'étendre au reste de la région. Ils ont été pacifiques mais ont fini par prendre un caractère émeutier lorsque la police est intervenue. Au début, ce sont les jeunes diplômés chômeurs qui ont fait une grève de la faim au siège local de l'UGTT à Redayef pour protester contre les résultats du concours et revendiquer leur droit à l'emploi. Progressivement, d'autres acteurs se sont joints à ces contestataires : les ouvriers, les jeunes

diplômés, les veuves des ouvriers qui ont perdu la vie dans les mines, les femmes dont les enfants ont été arrêtés lors des émeutes, les élèves renvoyés de leurs lycées qui ont fermé leurs portes, les chômeurs, les syndicalistes, les associations et les structures de la société civile et même les représentants de des partis politiques opposants du moment qu'il s'agissait d'une année électorale.

Le bassin minier de Gafsa se trouvait en effervescence, tous les acteurs protestaient contre le népotisme, le clientélisme, la marginalisation, l'injustice sociale, et le mode de gestion de la ressource en phosphate qui au lieu d'apporter la richesse à la région, a été à l'origine de sa marginalisation. Les protestataires ont réclamé leur droit à l'emploi dans la CPG aussi bien que leur droit à la rente (Chouikha et Geisser, 2010).

## L'impact relatif des mouvements sociaux du bassin minier de Gafsa

Le 16 juillet 2008, le président Ben Ali a mis fin à ces mouvements en convoquant au palais présidentiel de Carthage les membres du conseil régional de Gafsa pour une session extraordinaire dans le but de régler les

problèmes de la région. Cependant les décisions prises n'ont pas été à la hauteur des attentes de la population locale, d'où la persistance des mêmes revendications après la révolution de 2011.

## Un modèle de développement interchangeable

Ce modèle de développement inchangé nous a aussi semblé interchangeable. D'abord parce que le Bassin Minier de Gafsa est condamné à l'industrie minière. En fait, les terres agricoles sont extrêmement dégradées et les précipitations sont très limitées. Par ailleurs, le secteur touristique n'est pas assez développé. En effet, la région ne semble pas attirer les promoteurs et même ceux qui ont eu le courage de s'installer dans la région n'ont pas aidé à la résolution du problème du chômage parce que la population préférerait travailler à la CPG qui payait bien ses ouvriers et leurs octroyait des avantages sociaux importants. Ensuite parce que le pouvoir public a réussi à mettre en place une économie politique nationale basée sur le contrôle et le clientélisme. Il a en

fait, créé des outils qui lui ont permis, non seulement de « redistribuer la richesse », mais aussi de créer une dépendance envers l'Etat. Parmi ces outils, nous citons l'exemple du fonds 21-21 destiné à insérer les demandeurs d'emploi quelques soit leur âge et leur niveau, le fonds de solidarité 26-26 qui intervenait dans les régions marginalisées pour réduire la pauvreté et la Banque Tunisienne de Solidarité, destinée à financer les jeunes diplômés et les aider à s'installer pour leur propre compte. Sur le plan régional, nous citons le fonds de réorientation et de développement du centre minier, qui avait comme objectif d'assister et d'accompagner les promoteurs dans la réalisation de leurs projets. Notons aussi, qu'il y a un autre mécanisme de « redistribution »

spécifique à la région du bassin minier de Gafsa qui s'est développé. A l'époque, dans le cadre de la modernisation de la CPG, la direction régionale de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) participait à l'amiable, avec la CPG, au choix des personnes à embaucher. Au départ, elle devait respecter certains critères sociaux<sup>1</sup>. Mais peu à peu cette prérogative, entre les mains de quelques cadres multi-positionnés de la centrale syndicale,<sup>2</sup> a donné naissance

## Une situation socio-économique désastreus

Plusieurs facteurs sont à l'origine de la régression économique et sociale dans le Bassin Minier de Gafsa. D'abord la crise financière internationale qui s'est répercutée sur le plan national et qui a fait que l'Etat se trouvait incapable de tenir ses promesses envers la population locale du bassin minier. Ensuite, la persistance d'un système de développement corrompu basé sur le clientélisme et le népotisme. Enfin l'échec de plusieurs projets qui ont été créés dans le bassin minier de Gafsa<sup>3</sup>. Ainsi la situation a continué d'être régressive et a déclenché les protestations de 2010. Les sit-in, les grèves, les manifestation interminables ont abouti à la chute de la production du phosphate et vont même jusqu'à paralyser ce secteur clés de l'économie nationale. Toutefois les gouvernements successifs ont procédé à la solution de court terme : recruter les contestataires, demandeurs d'emploi, pour apaiser la tension. Cette solution a été très couteuse pour la CPG qui se trouvait menacée d'effondrement. En effet un surplus de la masse salariale ne peut que baisser la productivité. Un changement de la situation est jugé nécessaire parce que la paix sociale actuelle n'est que temporaire. Continuer à recruter les demandeurs d'emploi en contrepartie de cette paix ne fait que retarder le ré-éclatement des protestations et alourdir, de plus en plus, la charge de la CPG, déjà, en difficulté. L'arrivée du nouveau gouvernement, désormais doté des moyens nécessaires en vertu de la nouvelle constitution, est considérée comme opportune pour une réévaluation à la fois du modèle de développement et de la gouvernance des ressources de phosphate dans

à une autre forme de clientélisme politico-économique. En fait, ces responsables régionaux de l'UGTT procédaient au recrutement de leurs proches et sans respect des critères auparavant convenus. Ainsi une classe sociale qui profitait du système existant et du modèle de développement a été créée et elle défendra ce système et assurera sa continuité même après la chute du régime politique en 2011.

la région. En effet, l'incident du bassin minier de Gafsa a mis en évidence l'interdépendance économique, sociale et politique entre le local et le national. Il est nécessaire de mettre en place un modèle de développement durable<sup>4</sup> et équitable qui prenne en compte les besoins de la population locale et les caractéristiques spécifiques de la région. Un modèle de développement capable de créer de la richesse et de permettre à la région de bénéficier des avantages de la ressource en phosphate. Autrement, cette richesse se transforme en désastre pour la région, et la population locale la mettrait en péril au lieu de la protéger et valoriser.

Par ailleurs, il faut renforcer la culture de bonne gouvernance au sein de la CPG par la formation du personnel de la compagnie aux bonnes pratiques de gouvernance. Il est également nécessaire de créer un climat de confiance avec la population locale. Et pour se faire, la CPG est, appelée, non seulement, à renforcer le rôle du conseil d'administration en procédant à la nomination d'administrateurs indépendants, de représentants des collectivités locales et de la société civile au sein de son conseil d'administration, mais aussi de promouvoir la transparence et de lutter contre la corruption, en renforçant la redevabilité et le système de reporting pour le public. La population locale doit être reconnue en tant que partenaire dans le développement régional. Elle ne peut plus être mise à l'écart ou être contrainte à respecter des choix stratégiques et des décisions prises sans son consentement.

---

<sup>1</sup> La priorité était aux enfants des ouvriers de la Compagnie, victimes d'un accident du travail.

<sup>2</sup> C'est le cas du secrétaire régional de l'UGTT qui était en même temps député du RCD et PDG de la CPG.

<sup>3</sup> 70 projets ont cessé leur activité pour diverses raisons. [radio.tn/archives/41695](http://radio.tn/archives/41695)

<sup>4</sup> La priorité était aux enfants des ouvriers de la Compagnie, victimes d'un accident du travail.

## Conclusion

Le modèle de développement basé sur l'extraction du phosphate dans le bassin minier de Gafsa a entraîné la marginalisation de la région et l'exclusion de la population locale. En effet ce modèle a beau créé des postes d'emploi dans la région mais n'a pas créé de la richesse. La population se sentait délaissée et voyait sa richesse locale expropriée par une entreprise, voire par un Etat qui l'a « négligée ». Ainsi un sentiment de frustration s'est développé et a donné lieu au soulèvement de 2008. En dépit des décisions prises pour le développement de la région du Bassin minier et des

promesses exprimées par le pouvoir, la situation ne s'est pas améliorée ce qui a donné un terrain favorable pour le déclenchement de la révolution du 17 décembre 2010. 12 ans plus tard, la situation n'est pas meilleure, l'extraction du phosphate se trouve constamment paralysée par la contestation de la population locale qui réclame encore sa part de la rente. Un modèle de développement équitable et intégré s'impose. Cependant, sa mise en place trébuche encore aujourd'hui.

## Références

Allal, A. (2010). « Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008). » *Politique africaine* 117 : 107-125.

Chouikha, Larbi and Geisser, Vincent. (2010). « Retour sur la révolte du bassin minier. Les cinq leçons politiques d'un conflit social inédit. » *L'Année du Maghreb* VI : 415-426.

Gudynas, Eduardo. (2013). « État compensateur et nouveaux extractivismes : ambivalence du progressisme en Amérique latine. » *Alternatives Sud* 20 : 49-66.

Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor. (2022). « Tunisie veille sectorielle. » June 8, 2022. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TN/veille-sectorielle>.

---

# EXTRACTIVISM

---

## | The Project

The collaborative research project *extractivism.de* links the Universities of Kassel and Marburg. The project scrutinizes the extractivist development model and proposes new economic, political, and sociological conceptions of extractivism. It preliminarily focuses on Latin America and the Maghreb patterns. The project researches the conditions under which these patterns affect the persistence and transformative capacity of extractivism and its respective institutional settings. Finally, it explores how extractivism affects cultural processes and habitual routines and questions under what conditions and how far the development model extends into institution-building and social practice, i.e., everyday life.

The project aims to understand extractive societies not as deviants from the Western trajectory of development but in their own logic and their own particularities. The project, therefore, combines a strong empirical focus with theoretical work. It links both broad field research and data gathering of primary data and the qualitative and quantitative analysis of available secondary sources with a stringent transregional comparison. It develops methods in cross-area studies and investigates whether and why similar patterns of social change emerge in different areas and world regions despite significant cultural, social, or religious differences. Finally, the project intends to translate the findings for politics, society, and development cooperation.

Please visit [www.extractivism.de](http://www.extractivism.de) for further information.

---

GEFÖRDERT VOM



Bundesministerium  
für Bildung  
und Forschung

U N I K A S S E L  
V E R S I T Ä T

Phillips  Universität  
Marburg